

Paru sur le Bloc-Notes du 25.11 au 01.12.2013 des Cahiers-Pédagogiques

Ressources humaines

[Sur le site de l'association "Aide aux Profs"](#) on pourra lire une interview de Josette Théophile, ancienne DGRH de l'Éducation Nationale qui en a été débarquée à l'été 2012. Elle y dénonce *"notre conception théorique du service public prompte à habiller en 'égalité de traitement' la difficulté d'apporter des réponses adaptées à des problèmes différents"*. Peu amère car dit elle *"je suis convaincue que mon départ n'est pas lié à l'alternance politique, mais plutôt à la querelle entre les partisans de l'immobilisme et ceux de l'évolution, qui se répartissent agréablement de gauche et de droite..."*, elle donne son point de vue sur ce que peut faire, et ce que devrait faire, le ministre actuel : *"Il est possible de négocier avec les organisations syndicales un accord global et non pas "corps par corps" sur l'évolution des métiers d'enseignant"*. Pour elle, le temps de travail des enseignants doit se gérer *"autrement, par exemple avec des fourchettes par type de missions sur un calendrier qui peut être trimestriel ou annuel"*, la gestion des emplois du temps relevant *"de chaque établissement [...] dans le respect des fourchettes fixées par l'accord national"*.

Rémi Boyer est le fondateur et président de cette association Aide aux profs. [Dans une interview donnée au blog des journalistes éducation du Monde](#) il explique qu'il faut se préoccuper des "secondes carrières" et permettre notamment aux enseignants en souffrance de pouvoir partir. Alors que dans la gestion actuelle *"tout est fait pour retenir les enseignants"* Il préconise de *"faire sauter les verrous de la mobilité de carrière. Sur les 4 500 professeurs qui ont demandé, en 2012, à bénéficier du dispositif « seconde carrière » pour ne plus enseigner, à peine 100 ont accédé à un poste administratif, comme attaché d'administration. Rien ne permet de faire autre chose que d'enseigner dans les plans académiques de formation, et il faut attendre cinq à sept ans pour obtenir un congé de formation. Les bilans de compétences ne sont plus financés. Certaines académies refusent même des demandes de démission tant le déficit d'enseignants dans certaines disciplines est grand !"*

Y a t-il vraiment une gestion des ressources humaines à l'Éducation Nationale ? En dehors des difficultés d'organisation, si souvent pointées, le problème est aussi lié à la représentation du métier et à la construction de l'identité professionnelle. Notez tout le vocabulaire religieux associé à l'enseignement : on parle de "vocation", de "mission" voire de "sacerdoce" quelquefois... Dans ce contexte, il est logique que la "dé-mission" soit vécue et interprétée comme une forme de trahison ou d'échec. Alors que si le métier d'enseignant était vécu comme un métier "normal" (même s'il a ses spécificités), le fait d'en partir serait alors bien mieux vécu. Je constate en tant que formateur que les enseignants qui abordent le métier d'enseignant après avoir eu une carrière ailleurs avant ont en général une approche très saine du métier et de la formation. Bien plus d'ailleurs que ceux qui ne sont jamais sortis du système scolaire. Il faut donc militer pour les "deuxièmes carrières" mais aux deux bouts de la chaîne. D'accord pour qu'on rentre à tout âge dans l'enseignement mais aussi pour qu'on puisse en sortir quand on le souhaite ! L'un va avec l'autre. C'est pour cette raison que l'action d'une association comme "Aide aux profs" est utile car elle met l'accent sur un manque criant de véritable gestion des ressources humaines dans notre système éducatif centralisé et déresponsabilisant.